

GÉNIE EN ACTION BULLETIN DE L'IGSC



SOMMAIRE

Éditorial

Lancement de la formation certifiante aux métiers de la valorisation scientifique par la Ministre Marie Thérèse SOMBO

De la réforme à l'accès au marché : les institutions tracent la chaîne complète de la valorisation scientifique

Le Conseil scientifique national et le Conseil d'administration des universités appellent à l'exécution des réformes

Vernissage de l'ouvrage sur les États généraux : inscrire l'action dans la durée

Bilanga ya Betu et l'IGSC : du prototype au terrain

Contenu local : l'IGSC fait intégrer la maturation des produits congolais dans le projet de loi

À Lomé, la RDC présente sa stratégie scientifique aux 7es Journées Scientifiques du CAMES

IGSC en chiffres, réformes en cours et perspectives

Editorial

Le présent numéro du Bulletin de l'Incubateur du Génie Scientifique Congolais paraît à un moment charnière. Ce que le pays portait depuis plusieurs années sous forme de vision, de réformes, de conclaves, de forums, de textes et de débats prend désormais une forme plus concrète, plus structurée et plus exigeante : celle de l'opérationnalisation. Le lancement officiel de la session de formation certifiante aux métiers d'accompagnement et de valorisation des résultats de recherche, inventions et innovations marque, à cet égard, un tournant. Il ne s'agit plus seulement d'encourager la recherche, mais d'organiser sa transformation en valeur, en entreprise, en solution et en puissance utile pour la nation. Les allocutions prononcées à cette occasion ont toutes convergé vers une même idée-force : la République démocratique du Congo.

ne peut plus se satisfaire d'une science confinée dans les laboratoires, dispersée dans les mémoires ou immobilisée dans les tiroirs administratifs. La recherche doit désormais entrer dans la chaîne complète de la valorisation : identification des résultats prometteurs, protection intellectuelle, maturation technologique, incubation, transfert, industrialisation, mise sur le marché et création de richesses. Le document préparatoire transmis pour Lomé présente d'ailleurs cette dynamique comme l'un des axes centraux de la réforme scientifique congolaise, en rappelant le rôle structurant de l'IGSC, du FNRSIT et des futures structures de valorisation au sein des établissements.

Ce numéro 24 traduit aussi une montée en puissance institutionnelle. Les interventions du Conseil scientifique national, du Conseil d'administration des universités, de l'IGSC et de l'autorité ministérielle montrent qu'une même architecture est en train de se mettre en place : former les ressources humaines, rendre effectives les structures, assurer le suivi, mobiliser les établissements, intégrer les centres de recherche, relier les innovations aux besoins économiques et créer, autour de la science, un véritable écosystème de transformation nationale. Un autre signal fort mérite d'être retenu : la réforme ne se referme pas sur elle-même. Elle se projette. Le vernissage de l'ouvrage consacré aux États généraux de l'enseignement supérieur et

universitaire rappelle que les réformes actuelles s'inscrivent dans une mémoire, une méthode et une trajectoire. De même, la participation congolaise à la 7^e édition des Journées Scientifiques du CAMES à Lomé montre que l'expérience congolaise cherche désormais à dialoguer avec l'espace africain francophone sur l'harmonisation des politiques scientifiques, la valorisation des résultats de recherche et la construction d'une ambition scientifique commune. Le dossier préparatoire souligne que la RDC y défend une vision structurée de la valorisation, articulée à la formation, au financement et à la coopération régionale. Enfin, ce numéro met en lumière une exigence essentielle : la science ne peut être utile sans partenaires d'implémentation. Le partenariat officialisé avec la coopérative agricole Bilanga ya Betu illustre précisément ce passage du laboratoire au terrain, du prototype au déploiement, de l'idée au marché. C'est là que se joue la crédibilité d'une politique de valorisation.

En somme, ce bulletin n°24 raconte moins un événement qu'un basculement. Il dit qu'une étape a été franchie. Il dit que la science congolaise veut désormais se rendre visible, utile, compétitive et productive. Il dit surtout qu'entre la réforme pensée et la réforme vécue, un pont est en train d'être construit. Et ce pont porte un nom : **valorisation.**



Professeur Dr Antoine Tshimpi

Marie-Thérèse Sombo, Ministre de l'ESURS-I, lance la formation certifiante en valorisation scientifique



Le 4 mars 2026 marque une étape importante dans la réforme structurelle du secteur de l'Enseignement supérieur, universitaire, recherche scientifique et innovation en République démocratique du Congo. À l'occasion d'une cérémonie réunissant membres du Gouvernement, autorités académiques, responsables de centres de recherche, chercheurs, innovateurs, inventeurs, étudiants et partenaires techniques, **la ministre Marie-Thérèse Sombo** a procédé au lancement officiel de la session de formation certifiante des professionnels des structures de valorisation des résultats de recherche, inventions et innovations.

Dans son allocution, l'autorité de tutelle a présenté cette initiative comme un moment historique de basculement. Selon elle, la science congolaise ne peut plus se limiter à la production de savoirs ou à l'accumulation de résultats de recherche dans les bibliothèques, laboratoires ou tiroirs administratifs. Elle doit désormais être organisée pour produire de la valeur, de l'emploi, de l'innovation utile et de la richesse nationale.

La ministre a replacé cette réforme dans une dynamique plus large, impulsée depuis plusieurs années, en rappelant les conclaves et forums du génie scientifique, les distinctions accordées aux innovateurs, la structuration progressive des écoles doctorales, le renforcement de l'assurance qualité, la mise en place du Fonds national de la recherche scientifique et innovations technologiques, ainsi que le rôle central confié à l'Incubateur du Génie Scientifique Congolais. Cette logique s'inscrit aussi dans la stratégie exposée à Lomé, où la RDC défend une transformation profonde de son système national de recherche et d'innovation autour de l'IGSC et du FNRSIT.

Au cœur de cette vision, la formation lancée ce jour vise à doter le pays de professionnels capables d'accompagner les structures de valorisation dans les établissements d'enseignement supérieur, les écoles doctorales et les centres de recherche. Il s'agit de former des acteurs aptes à identifier les résultats prometteurs, à en assurer la protection juridique, à organiser leur maturation technologique, à faciliter leur incubation, à les relier aux entreprises et à préparer leur accès aux marchés. À travers ce lancement, la ministre a fixé une exigence de résultats.



La réforme n'est pas théorique ; elle est opérationnelle. Les établissements sont appelés à mettre en place des structures réelles, à mobiliser des équipes, à rendre compte des avancées et à faire de la valorisation scientifique un pilier concret du développement national.



De la réforme à l'accès au marché : les institutions tracent la chaîne complète de la valorisation scientifique

Le lancement de la formation aux métiers de la valorisation n'a pas seulement été un moment académique. Il a donné à entendre une vision complète, articulée et cohérente de la chaîne nationale de valorisation scientifique. À travers les interventions du Professeur Antoine Tshimpi Wola, du Professeur John Ekolo et du ministre Julien Paluku, c'est tout un continuum qui s'est dessiné : de la réforme universitaire à la transformation des connaissances, de la protection des inventions à leur industrialisation, et de l'industrialisation à leur insertion sur les marchés. Le Professeur Antoine Tshimpi Wola, coordonnateur de l'IGSC, a présenté cette formation comme un maillon stratégique de la réforme.

Il a insisté sur son architecture en trois phases : enseignements théoriques, immersions pratiques et descente dans les établissements.

L'objectif n'est pas seulement d'informer, mais de rendre effectives, dans les universités et centres de recherche, des structures capables d'accompagner la valorisation des résultats de recherche jusqu'à leurs usages concrets.

Son propos a souligné une idée-force : la valorisation scientifique doit être pensée comme une chaîne. Elle commence par l'identification des résultats prometteurs, se poursuit par la maturation technologique, la protection intellectuelle, l'incubation, l'expérimentation en conditions réelles, puis débouche sur les pilotes, les partenariats, la création d'entreprises, l'industrialisation et la mise en marché. Cette vision rejoint pleinement la doctrine exposée dans le document de Lomé, où l'IGSC est présenté comme l'organe chargé de mettre en place une chaîne nationale de valorisation, de structurer un écosystème d'innovation reliant universités, centres de recherche, industries et entreprises, et de faciliter l'accès aux marchés nationaux et internationaux.



Le Professeur John Ekolo, conseiller chargé de la réforme au cabinet de Madame la Ministre, a prolongé cette lecture en présentant l'ouvrage consacré aux États généraux de l'enseignement supérieur et universitaire. À travers son intervention, il a montré que la dynamique actuelle n'est pas une réaction improvisée, mais l'aboutissement d'un processus de réflexion nationale. Selon lui, cet ouvrage constitue à la fois une mémoire des réformes engagées, une boussole pour l'action et un cadre de référence pour les décideurs et gestionnaires universitaires.



Il a insisté sur plusieurs idées majeures issues des États généraux : la nécessité de refonder la gouvernance universitaire, l'exigence d'une assurance qualité renforcée, la structuration de la formation doctorale et, surtout, l'urgence de faire de la recherche un moteur de développement.

À ses yeux, la recherche congolaise ne peut plus rester théorique ou isolée. Elle doit produire des solutions, encourager l'innovation, protéger les inventions et nourrir l'entrepreneuriat scientifique. Cette perspective rejoint directement l'orientation portée aujourd'hui par l'IGSC.

L'intervention exceptionnelle du **Ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku**, a ajouté un maillon essentiel à cette chaîne : celui du marché. Son message a été simple et fort : on peut produire, inventer et innover en République démocratique du Congo, mais il faut aussi savoir saisir les opportunités offertes par les marchés régionaux et internationaux. La valorisation scientifique n'atteint sa pleine portée que lorsqu'elle débouche sur des échanges, de la compétitivité et des flux économiques.

À cet égard, le ministre a rappelé que la RDC a déjà sécurisé plusieurs ouvertures commerciales importantes, notamment à travers des accords avec les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, l'Europe et la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine. Son intervention a ainsi adressé un signal clair aux chercheurs, innovateurs et porteurs de projets : des marchés existent, des cadres sont ouverts, et les produits congolais ont vocation à y entrer.



Pris ensemble, ces trois apports dessinent une architecture complète. Le Professeur Tshimpi expose la mécanique de la valorisation. Le Professeur Ekolo en rappelle les fondements intellectuels et institutionnels.

Le ministre Julien Paluku ouvre la perspective de la circulation commerciale et de la compétitivité internationale. Le sens profond de cette séquence est clair : la RDC ne veut plus seulement encourager la recherche ; elle veut relier la science à l'économie, à l'industrie, au commerce et à la souveraineté.

Le Conseil scientifique national et le Conseil d'administration des universités sonnent l'heure de l'exécution

Les interventions du **Professeur Mpiana**, président du Conseil scientifique national, et du **Professeur Mungenga**, représentant du Conseil d'administration des universités, ont donné à la cérémonie une profondeur institutionnelle forte. Toutes deux ont rappelé que la réforme en cours appelle désormais un passage résolu à l'exécution.



Le Conseil scientifique national a insisté sur le fait que la recherche congolaise ne peut plus évoluer en vase clos. Elle doit être reliée à l'économie, aux besoins de la société, à l'industrie et aux priorités nationales. Le Professeur Mpiana a plaidé pour une science ouverte, utile, compétitive et structurée, capable d'intégrer aussi bien les chercheurs académiques que les innovateurs indépendants, les experts du secteur

privé, la diaspora et les détenteurs de savoir-faire locaux.



De son côté, le Conseil d'administration des universités a appelé les recteurs, directeurs généraux et membres des comités de gestion à traduire les orientations de l'autorité de tutelle en actions concrètes. Il ne s'agit plus de principes abstraits, mais d'organisations internes, de structures à rendre fonctionnelles, de résultats mesurables à produire et de rapports à fournir régulièrement.

Ces prises de parole convergent vers une même exigence : faire entrer la valorisation scientifique dans la gouvernance réelle des établissements et dans les pratiques effectives du système d'enseignement supérieur congolais.

Vernissage de l'ouvrage sur les États généraux : inscrire l'action dans la durée



En marge du lancement de la formation, Madame la Ministre a procédé au **vernissage de l'ouvrage États généraux de l'enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo**, co-dirigé par les Professeurs Antoine Tshimpi Wola et Michel Bisa Kibul.



Dans son mot de circonstance, elle a présenté ce livre comme un acte symbolique et institutionnel fort. L'ouvrage retrace les résolutions des États généraux de Lubumbashi, en éclaire les fondements, les dynamiques, les résistances et les perspectives, tout en consolidant la mémoire intellectuelle de la réforme en cours.

Pour la ministre, vernir cet ouvrage revient à bénir une vision, consacrer un engagement et affirmer la volonté de poursuivre la construction d'une université congolaise renouvelée, performante, inclusive et tournée vers l'excellence. L'intervention du Professeur Tshimpi Wola a, quant à elle, montré que ce livre témoigne aussi d'une résilience intellectuelle congolaise: celle d'un pays qui réfléchit à ses propres problèmes, élabore ses propres solutions et cherche à transformer ses décisions en réformes concrètes. Le vernissage n'a donc pas été une simple parenthèse culturelle. Il a donné à la réforme une profondeur historique, scientifique et institutionnelle.

Bilanga ya Betu et l'IGSC : du prototype au terrain

L'officialisation du partenariat entre l'IGSC et la coopérative agricole **Bilanga ya Betu** constitue l'un des actes les plus concrets de cette séquence. À travers cet accord, l'Incubateur renforce sa capacité à relier les innovations accompagnées aux réalités du terrain, à l'implémentation et à la commercialisation.

Selon le Dr Serge Mbaye, coordonnateur de la coopérative, Bilanga ya Betu interviendra dans la formation en matière de valorisation des résultats de recherche, mais aussi dans l'accompagnement des entrepreneurs, inventeurs et innovateurs encadrés par l'IGSC durant la phase d'implémentation. Forte de plus de 1 200 membres, la coopérative offre un réseau concret de déploiement, de test, de diffusion et de commercialisation.



Ce partenariat illustre parfaitement l'esprit de la réforme : les innovations ne doivent pas demeurer au stade de prototype. Elles doivent pouvoir rencontrer des acteurs économiques, des chaînes de distribution, des utilisateurs, des producteurs et des marchés. C'est à ce prix que la valorisation devient réelle.

l'IGSC obtient l'intégration de la maturation des produits congolais dans le projet de loi

La participation de Chris Bakututalanga à la sixième séance de travail tenue au cabinet du ministre des PME, en qualité d'expert et rapporteur dans la commission ad hoc chargée de la relecture et de la rédaction des textes légaux et réglementaires du secteur des petites et moyennes entreprises, mérite une place particulière dans ce numéro.

L'ordre du jour portait sur les mécanismes de mise en œuvre du projet de loi sur le contenu local en République démocratique du Congo. À cette occasion, l'IGSC a réussi à faire intégrer, dans le texte légal en discussion, un élément stratégique majeur : la maturation des biens et services produits par le Congolais parmi les volets devant figurer dans la définition gouvernementale du plan national du contenu local.

Ainsi, l'article 10 du projet de loi prévoit désormais que le plan annuel du contenu local comprenne notamment :

- l'emploi ; la promotion de la femme, des jeunes et la protection des personnes vivant avec handicap ;
- la formation ;
- le transfert de technologie, des compétences, de la recherche et développement ;
- l'accès aux marchés et l'approvisionnement local ;
- le financement du développement local ;
- la protection environnementale ;
- et la maturation des produits congolais.

Cette avancée est loin d'être mineure. Elle permet d'inscrire dans le droit l'idée que les biens et services nationaux ne doivent pas seulement être utilisés ou promus, mais aussi accompagnés dans un processus de montée en qualité, de structuration, de compétitivité et de préparation au marché.

Le contenu local, tel qu'il est défini dans le cadre de ce projet, vise à promouvoir l'utilisation des biens et services nationaux, à développer la participation de la main-d'œuvre, de la technologie et du capital national dans les chaînes de valeur de l'économie congolaise, et à renforcer la place des Congolais dans les entreprises et les secteurs productifs.

Ses objectifs sont multiples : création de valeur ajoutée, emplois nationaux, qualification de la main-d'œuvre, transfert de savoir-faire, recherche-développement, accès au financement, certification, promotion des produits locaux, mécanismes de suivi-évaluation, et développement des fournisseurs congolais à travers des partenariats avec des entreprises plus avancées.

En obtenant l'intégration du volet maturation des produits congolais, l'IGSC fait progresser, sur le terrain juridique, la même vision que celle portée dans la réforme scientifique : faire en sorte que l'intelligence, l'invention, la production et les solutions nationales ne soient pas seulement visibles, mais qu'elles deviennent solides, compétitives et économiquement valorisables.

À Lomé, la RDC présente sa stratégie scientifique aux 7^{es} Journées Scientifiques du CAMES

Du 9 au 12 mars 2026, la ville de Lomé accueille la 7^e édition des Journées Scientifiques du CAMES autour du thème : « Quelle recherche scientifique pour une Afrique solidaire, résiliente et développée : vers une politique commune ambitieuse de recherche dans l'espace CAMES ».

Il rappelle également l'existence de plus de 7 000 prototypes recensés et évalués, de plus de 1 000 accompagnés jusqu'à la maturation finale et de plus de 100 innovations stratégiques bénéficiant d'un accompagnement prioritaire.

L'expérience congolaise défendue à Lomé met aussi en avant plusieurs pistes de coopération régionale : plan CAMES de valorisation de la recherche, harmonisation des formations aux métiers de la valorisation scientifique, développement de plans d'affaires pour les innovations, interconnexion des incubateurs et structures de valorisation, normalisation selon les niveaux TRL, et mise en place de référentiels communs d'évaluation.

En se projetant ainsi sur la scène africaine, la RDC n'y va pas seulement pour participer ; elle y va pour partager une expérience, contribuer à une doctrine commune et affirmer que la science africaine peut devenir un moteur de souveraineté technologique et de transformation économique.

Une science qui se structure, un pays qui se projette

À travers ce numéro, une conviction se dégage avec force : la valorisation scientifique n'est plus un appendice de la recherche, elle devient son horizon stratégique. Former, structurer, protéger, maturer, financer, industrialiser, commercialiser : chacun de ces verbes renvoie désormais à une responsabilité concrète. L'IGSC apparaît, dans cette séquence, comme l'un des pivots de cette transformation. Et la RDC, en assumant cette orientation, affirme qu'au-delà de ses ressources naturelles, elle veut aussi faire reconnaître une autre richesse : celle de son intelligence organisée.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE
SON EXCELLENCE MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE
PRÉSIDENT DU CONSEIL.

7^{ème} édition
JSDC
JOURNÉES SCIENTIFIQUES
DU CAMES

Thème
« Quelle Recherche scientifique pour
une Afrique Solidaire, Résiliente et
Développée : vers une politique commune
ambitieuse de Recherche dans l'espace CAMES »

Du 9 au 12 mars 2026
Palais des Congrès / Université de Lomé

jsdc.cames.online www.cames-lome2026.tg www.lecames.org www.univ-lome.tg

La participation congolaise y exprime une ambition claire : faire de la science, de l'innovation et de la valorisation des résultats de la recherche un moteur stratégique de développement national et régional. La conférence ministérielle organisée à Lomé doit notamment contribuer à l'harmonisation des politiques nationales de recherche vers une politique scientifique commune plus cohérente et plus ambitieuse dans l'espace CAMES

Pour vous inscrire : <https://www.igsc-rdc.net/formation/inscription>



COMITE DE REDACTION

Président du Comité : Professeur Dr Antoine Tshimpi

**Rédacteur en chef : Professeur John Malala- Rédacteur
scientifique : Professeur Michel Bisa**

Conseiller Technique: Alphonse Muluba

Graphique : Théophile Mafuta